

## L'Allemagne, puissance exportatrice

-----

La revue « Courrier international » du 23 août 2012 posait la question : « Alors, on bouge ? » avant de préciser « La Presse allemande dénonce l'immobilisme français. Les cent premiers jours de François Hollande à l'Elysée n'ont pas rassuré Outre-Rhin. Le président n'est pas seul en cause. Vue d'Allemagne, c'est la société française toute entière qui résiste au changement ». Puis, « Courrier International » publiait des extraits d'articles de l'hebdomadaire « Der Spiegel » et du quotidien « Die Welt ».

### Der Spiegel :

« La France est trop amoureuse de son passé pour oser se réformer.  
Le problème de la France, c'est qu'elle n'arrive pas à décider si elle veut se ranger parmi les Pays du Nord de l'Europe ou parmi ceux du Sud ; si la France peut encore faire la guerre en Libye, aucun de ses gouvernements n'est parvenu à réduire les cotisations sociales.  
La France est un pays fondamentalement conservateur, cela fait partie de son charme.  
La peur de la mondialisation est un phénomène national, 61 % des Français fustigent les délocalisations, ils sont également le peuple le plus pessimiste ».

### Die Welt :

« Peu de pays de l'Europe en crise ont passé sous silence leurs problèmes économiques autant que la France ».

Cette interrogation sur l'état de la France était reprise peu après par plusieurs autres hebdomadaires français, notamment par le Point du 30 août 2012 sous le titre : « On se réveille ? ». L'éditorial de F.O. Giesbert développait le thème de « La France qui dort ».

Sous-jacente à cette thématique, à ces inquiétudes, à ces craintes est la question de la compétitivité de l'économie française ainsi que le reconnaissait M. Arnaud Montebourg lors de sa visite à la Française de Mécanique dans la région Nord Pas-de-Calais le 8 octobre dernier : « la préférence du ministère du redressement productif, c'est la préférence pour l'industrie, c'est là qu'il faut améliorer notre compétitivité, c'est là que l'effort national doit porter. C'est de cette manière que le gouvernement entend ouvrir le débat de la compétitivité ; on ne veut plus importer mais on veut produire en France. Pour cela, il faut améliorer les conditions dans lesquelles nous voulons exporter et faire payer le plus cher possible notre travail national. C'est ça la compétitivité. C'est une œuvre collective. Si demain, il n'y a pas de base industrielle forte, nous serons en déclin... C'est le moment du sursaut ».

Programme d'autant plus vaste, aurait dit le Général de Gaulle, que la compétitivité française a disparu des écrans du Forum économique mondial de DAVOS puisque notre pays ne figure plus parmi les vingt premiers à l'Index global de compétitivité 2012-2013, les dix premières places étant par ailleurs occupées par :

1. La Suisse
2. Singapour
3. La Finlande
4. La Suède
5. Les Pays-Bas
6. L'Allemagne
7. Le Royaume-Uni
8. Les Etats-Unis
9. Hong-Kong
10. Le Japon

J'ai pensé que cette conférence permettrait de nous demander si les succès allemands dans le domaine des exportations peuvent livrer des clés pour une nouvelle compétitivité française.

Je vous propose d'examiner successivement :

- Les résultats de la puissance exportatrice allemande
- Les facteurs explicatifs de la puissance exportatrice allemande

avec le souhait, de ne pas être trop long pour laisser une large place à vos critiques, à vos questions et à vos interventions, en un mot au débat.

## **I. Les résultats de la puissance exportatrice allemande**

Vous présentez tous que si le sujet est l'Allemagne, il sera aussi beaucoup question de la France, d'où ce petit rappel comparatif en quatre séries de chiffres :

<b><u>France</u></b>	<b><u>Allemagne</u></b>
64,8 Mio d'habitants	81,8 Mio d'habitants
28,1 Mio d'actifs	42,0 Mio d'actifs
10 % de chômeurs	5,5 % de chômeurs
Déficit commercial 2011 :	Excédent commercial 2011 :
- 69,6 milliards d'Euros	158 milliards d'Euros

Entre 1990 et 2008, les exportations allemandes ont presque triplé passant de 348 à 984 milliards d'euros avec une progression moyenne annuelle de 5,9 %. L'Allemagne a été championne mondiale des exportations de 2003 à 2008. Elle a été détrônée par la Chine en 2009 mais, satisfaction pour l'Européen que je suis, l'Union européenne est la première puissance exportatrice devant la Chine et les U.S.A.

En 2011, les exportations allemandes dépassèrent pour la première fois un billion d'euros pour atteindre 1060 milliards d'euros (progression de 11,4 % par rapport à 2010).

71 % des marchandises exportées sont allées en Europe (59 % dans l'Union Européenne), 16 % en Asie et 10 % en Amérique. Les cinq plus importants clients ont été : la France, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Chine.

### Quelles sont les marchandises les plus exportées ?

1. Au premier rang sont les véhicules et les pièces de rechange (185 milliards d'euros) = 17,5 % des exportations allemandes. On trouve ensuite, par ordre décroissant :
2. les machines (162 milliards d'euros) = 15,3 %
3. les produits chimiques (101 milliards d'euros) = 9,6 %  
(BASF, l'une des 3 composantes avec Hoechst et Bayer de l'IG Farben d'avant guerre est le premier groupe chimique mondial).
4. les produits informatiques, électriques et optiques (85 milliards)
5. les équipements électriques (66 milliards)
6. les métaux (61 milliards)
7. les produits pharmaceutiques et assimilés (51 milliards)
8. les produits alimentaires et aliments pour bétail

Il est impossible, dans le cadre de cette conférence, de passer en revue chacun de ces postes. Permettez-moi d'examiner seulement le premier (pour parler simplement le commerce automobile) et le 8<sup>ème</sup> (l'agro-alimentaire).

En 2011, selon les informations données par « Le Point » du 19 juillet 2012, l'excédent du commerce automobile de l'Allemagne a été de 100 milliards d'euros. Pour la France, le déficit a été de 5 milliards. En dix ans, la production automobile a régressé de 32 % en France et progressé de 19 % en Allemagne.

A quoi est due la réussite des constructeurs allemands « malgré un coût horaire de 43 euros en 2008, le plus élevé d'Europe selon l'INSEE, contre 33 euros pour la France » ? Monsieur Bernard de Montferrand, Ambassadeur de France à Berlin de 2007 à 2011, donne une explication tout à fait plausible dans le livre qu'il a publié en novembre 2011 : « *France-Allemagne : l'heure de vérité* » dont je conseille vivement la lecture et dont j'extrai ce passage :

« L'industrie allemande a de grandes capacités d'adaptation, à commencer par le secteur automobile, qui emploie près de 10 % de la main-d'œuvre globale. C'est le domaine de l'excellence allemande, celui qui suscite outre-Rhin le plus de fierté et reflète d'une façon inconnue chez nous l'inconscient collectif. Qu'on en juge. L'industrie automobile allemande est non seulement plus importante que la française, elle est surtout plus rentable. Le chiffre d'affaires et l'emploi de ce secteur sont près de trois fois supérieurs en Allemagne (263 milliards en 2009 et 723 000 emplois en 2009). Ce déséquilibre est encore plus grand en termes de valeur ajoutée, puisque celle créée en Allemagne (74 milliards en 2008) est six fois supérieure à celle de la France (11 milliards en 2008). Les constructeurs automobiles allemands exportent trois fois et demie plus de véhicules que les français, avec une particularité très forte : en 2008 ils produisaient 5,5 millions de véhicules sur le territoire allemand contre 2,1 millions en France. Ces résultats se répercutent sur les parts de marché : celle des constructeurs allemands est de 18 % en France, celle des constructeurs français de 10,3 % en Allemagne.

On retrouve dans ce succès des ingrédients bien connus : niveau de production élevé, localisation nationale de l'essentiel de la fabrication des produits, utilisation de produits intermédiaires fabriqués par les sous-traitants dans des pays à bas coûts, forte valeur ajoutée enfin grâce à des modèles haut de gamme, les fameux véhicules « Premium ». La voiture en

Allemagne a un statut particulier. C'est d'abord un condensé de ce qu'il y a de meilleur dans la technologie. Que ce soit à Wolfsburg, Stuttgart ou Munich, les grands constructeurs font travailler plus d'un chercheur allemand sur quatre. Dans le centre de recherche automobile de l'université Ludwig Maximilian à Munich, on peut voir des modèles automobiles installés directement dans les laboratoires où travaillent les étudiants. Aucun doute n'est permis sur le caractère « appliqué » de cette recherche. Une voiture allemande est aussi et surtout un symbole social. Les plus grands groupes rivalisent d'habileté pour mettre en scène la livraison des véhicules à leurs clients. Chaque voiture est présentée dans des bâtiments ultramodernes créés par les plus grands architectes, comme un « produit de luxe » quasi unique. Le client s'approprié « son » automobile au cours d'une cérémonie parfaitement réglée, clou d'un voyage initiatique à Stuttgart ou à Wolfsburg. On ne peut imaginer valorisation plus ingénieuse d'un produit industriel ».

Ce succès industriel, pour retentissant qu'il soit, est tout de même moins surprenant que la percée de l'Allemagne dans le secteur agro-alimentaire qui a longtemps été une chasse gardée de la France. Si l'Allemagne, de manière anecdotique, est non seulement devenue le premier producteur européen d'asperges en 2003 avec plus de 90 000 tonnes devant l'Espagne et l'Italie, reléguant la France au 4<sup>ème</sup> rang (avec 18 200 tonnes), elle a désormais, et c'est évidemment beaucoup plus important, détrôné la France comme premier exportateur agro-alimentaire européen. Près de 80 % des exportations allemandes de produits agro-alimentaires trouvent leurs débouchés à l'intérieur de l'Union européenne et l'Allemagne gagne des parts de marché en Suisse, en Russie, aux USA et en Chine. L'ambassadeur de Montferrand considère que si « la production française reste nettement supérieure à celle de l'Allemagne, la productivité allemande a dépassé celle de l'agriculture française avec pour conséquence directe, à partir de 2006 et 2007, un niveau d'exportation allemand supérieur ». Les milieux agricoles français ont immédiatement dénoncé l'emploi de travailleurs d'Europe de l'Est « sous payés ». Que faut-il penser de cet argument ? S'il est vrai qu'il n'y a pas de SMIC généralisé en Allemagne à l'heure actuelle, et notamment pas dans l'agriculture, s'il est aussi sans doute vrai que l'heure travaillée pour la production des fruits en France revient à 12,5 € alors qu'elle revient à 6 € en Allemagne et en Espagne (et 1,8 € en Pologne), il est aussi significatif que la Fédération nationale française des producteurs de fruits milite pour un SMIC européen à 6 € net / heure considérant que les charges sociales françaises sont trop élevées car je cite « la France est un des rares pays de l'Union européenne à financer son modèle social sur les heures travaillées, tous les autres ont une partie de leur modèle financé par l'impôt » (Union agricole, 16 août 2012). Mais le facteur coût dans l'agriculture allemande n'explique pas tant s'en faut que les exportations agricoles ont presque triplé depuis la réunification en 1990. Il en va dans l'agriculture comme dans l'industrie allemande : les facteurs explicatifs des succès sont très nombreux et très divers et il ne sera pas possible de les examiner tous. Quels sont les principaux à mes yeux ?

## **II. Les facteurs explicatifs de la puissance exportatrice allemande**

Il y a 125 ans, le 22 août 1887, était créé le label « Made in Germany » suite à la promulgation d'une loi anglaise sur demande de l'industrie coutelière de Sheffield pour lutter contre les importations à bas prix d'Allemagne de produits soi-disant de qualité inférieure. Ce label qui devait être dissuasif fut, au contraire, un formidable passeport pour les exportations allemandes et il l'est encore aujourd'hui. Comment peut-on expliquer ces succès des exportateurs allemands ?

Une première explication est historique : l'Allemagne, contrairement à la France et à la Grande-Bretagne n'a pas eu d'empire colonial. Bismarck, premier chancelier de l'Empire allemand, était personnellement opposé à l'expansion coloniale. On se souvient de sa répartie célèbre : « *Si nous avions des colonies, nous serions comme ces boyards russes qui ont des fourrures sur le dos... et rien dessous* ». Privée d'empire colonial et donc de monopole commercial dans de vastes contrées, l'Allemagne dut relever très tôt pour son industrie le défi de la conquête de marchés extérieurs presque exclusivement dans les pays développés occidentaux mais aussi en Europe de l'Est, en Russie et dans l'Empire ottoman.

La seconde explication est, me semble-t-il, d'ordre comportemental : les Allemands sont, d'une façon générale, plus ouverts sur le monde que les Français. Quelques illustrations de ce constat : en 2011, 3 Mio de voyages ont été effectués par les Allemands en France, 1,1 Mio de voyages ont été faits par les Français en Allemagne. Plus de cent correspondants de presse allemands sont en poste à Paris (entre 20 et 30 correspondants français à Berlin). Cette ouverture sur le monde qui explique sans doute encore que la plus grande ville industrielle allemande soit... Sao Paulo avec plus de 1000 entreprises allemandes, est bien évidemment favorisée par les connaissances linguistiques des Allemands (92 % des 15 à 34 ans peuvent se faire comprendre en anglais et 33 % peuvent aussi se faire comprendre en français).

Le troisième facteur explicatif se trouve dans ce que j'appellerai la Weltanschauung politico-économique des Allemands. Vous savez sans doute que 70 % des Allemands (et 60 % des Américains) pensent que le système de libre-échange est le meilleur alors que seuls 30 % des Français sont de cet avis. En clair, 70 % de nos compatriotes ont des faiblesses pour le protectionnisme... De manière plus générale, les Allemands, adeptes de l'économie sociale de marché développée après guerre par Ludwig Erhard à partir des thèses de l'école de Fribourg font plus confiance au marché et à la libre entreprise qu'à l'Etat pour accroître leur prospérité alors qu'en France « on n'aime pas l'Etat mais on en attend tout » (titre d'un article du quotidien « Le Monde » d'il y a plus de quarante ans et dont la pertinence est toujours d'actualité). Cette adhésion à la libre entreprise et à l'économie sociale de marché bénéficie d'un très large consensus dans les partis politiques (rappelons le rejet des thèses marxistes et collectivistes par le SPD au Congrès de Bad Godesberg en 1962) à l'exception de Die Linke.

Consensus économique mais aussi un consensus social très fort car dans le système de la Sozialemarkt-wirtschaft « le principe social et humaniste fait contrepoids au principe individualiste qui est le noyau de l'économie de marché. Ce n'est que si les deux coexistent dans notre société moderne que les dangers mortels de la pauvreté de masse et de la prolétarianisation pourront être évités » (Röpke). Le consultant allemand Roland Berger écrit dans son rapport sur la compétitivité allemande intitulé « *De l'importance des réformes et de la cohésion sociale* » : « Certes il y a cette culture syndicale en Allemagne de ne pas exagérer, ce qui a permis de contenir les coûts de main d'œuvre. Mais en échange, il y a une volonté constante : le travail doit être protégé. Et quand les résultats sont là, ils sont partagés : l'ensemble des bonus versés aux travailleurs de Volkswagen en 2011 équivaut à des dividendes d'un actionnaire qui disposerait de 42 Mia d'euros de titres » (Challenges 19 avril 2012, page 59). Les employés de Porsche ont reçu au début de cette année une prime exceptionnelle de 7 600 € !

Ce consensus social a permis à la société allemande d'accorder la préférence à la compétitivité économique plutôt qu'à la consommation et au social. Même si certaines

mesures ont été prises à la fin de l'ère du chancelier chrétien-démocrate Kohl, c'est à l'évidence l'Agenda 2010 du chancelier social démocrate Gerhard Schröder qui doit être évoqué ici. Lancé dans un important discours devant le Bundestag le 14 mars 2003, il donnait pour ambition à l'Allemagne, considérée à l'époque comme « l'homme malade de l'Europe », « de revenir en tête du développement économique et social en Europe ». Pour cela « nous réduisons les prestations distribuées par l'Etat, nous favoriserons la responsabilité des individus et nous devons exiger davantage de chacun. Nous ne pouvons distribuer que ce que nous avons produit. Toutes les forces de la société devront apporter leur contribution : les chefs d'entreprise et les salariés, les professions indépendantes et les retraités ». L'agenda 2010 a contribué à la défaite électorale de Schröder en 2005, et à la victoire d'Angela Merkel qui a mené l'Agenda à son terme, d'abord dans le cadre d'une grande coalition avec le SPD (2005-2009) puis dans celui d'une petite coalition avec le parti libéral (depuis 2009). Citons quelques réalisations de cet agenda qui ont ouvert plus ou moins directement la voie au développement du commerce extérieur allemand grâce à un réel choc de compétitivité et non pas une « trajectoire » :

- baisse des charges sociales : la Cour des Comptes française a montré que les prélèvements sociaux représentent 22,40 % du PIB en France contre 15,1 % en Allemagne.
- report du départ à la retraite : voté en 2007, il sera progressif à 67 ans d'ici à 2030
- réduction des indemnités de chômage (Loi Hartz) sur le thème « mieux vaut un travail moins payé qu'un chômeur à la maison »
- réduction des dépenses de santé de différentes manières ((déremboursement de médicaments inefficaces, rationalisation de la carte hospitalière, etc...)) : depuis 2009, le budget de la sécurité sociale allemande est excédentaire.
- poursuite de la baisse de l'emploi public : de 1991 à 2008, le nombre de fonctionnaires et d'agents de la Fédération, des seize Etats fédérés et des communes a baissé de 6 737 000 à 4 505 000. Selon un rapport du Centre français d'analyse stratégique (février 2011) ; il y a actuellement près de 90 emplois publics pour 1000 habitants en France contre 50 en Allemagne. Ils représentent 21 % de l'emploi total en France contre un peu plus de 10 % en Allemagne et coûtent 13 % du PIB en France contre 7 % en Allemagne.

Quelle a été l'efficacité de ces mesures ?

- Elle a permis de lutter contre la désindustrialisation alors que la France a perdu 1,2 millions d'emplois industriels entre 1991 et 2011, pour n'en avoir plus que 3 250 000 (soit moins que la Pologne), l'Allemagne a pu préserver 7 558 000 postes dans le secteur manufacturier.
- Elle a contribué au maintien des marges des entreprises allemandes qui ont ainsi pu investir, innover et se développer sur les marchés internationaux (taux de marge brute 2011 des entreprises françaises : 28,10 % - plus de 40 % pour les entreprises allemandes). Il faut savoir que PSA a un budget recherche-développement quatre fois plus faible que celui de VW.

2 devinettes : dans quelle ville 1100 start up spécialisées dans l'Internet ont-elles été créées au cours des 24 derniers mois ? Berlin

Quelle est l'entreprise championne du monde des brevets : Bosch dont les collaborateurs déposent en moyenne quinze brevets par jour (l'Allemagne dépose pratiquement trois fois plus de brevets que la France).

Il faudrait encore évoquer parmi les facteurs explicatifs du succès des entreprises allemandes la structure fédérale, la flexibilité du marché du travail, le rôle des grandes

foires-expositions, le système de formation où l'enseignement technologique et l'apprentissage sont aussi valorisés que l'enseignement général et beaucoup d'autres points. Le manque de temps m'en empêche, mais avant de conclure, il me faut, bien sûr, donner quelques brèves explications sur le fameux Mittelstand.

Qu'est-ce que le Mittelstand ? Personne n'en sait rien et il n'y a pas véritablement de définition. En français, Mittelstand peut être traduit par classe moyenne.

Pour d'aucuns, le Mittelstand serait formé de 10 000 grosses PME de plus de 250 personnes dont 2 000 championnes du monde qui réalisent 40 % des exportations allemandes grâce à l'importance de leurs fonds propres permettant de financer les deux tiers de leurs investissements.

Deux noms :

**Würth** : une des premières sociétés de production de vis. Le fondateur de l'entreprise a créé un empire mondial de plus de 60 000 employés.

**Kiekert** : créé il y a cent cinquante ans en Rhénanie du Nord-Westphalie, devenu numéro un mondial des systèmes de fermeture centrale pour l'industrie automobile.

Récemment, à Rouen, Madame Nicole BRICQ, Ministre du Commerce extérieur, a exprimé sa volonté d'aider 800 entreprises de taille intermédiaire exportatrices au moins pendant 3 ans car « sur 10 entreprises qui vont pour la première fois à l'export, l'année d'après, on n'en retrouve plus que trois » et « parce qu'un milliard de plus à l'export, c'est 10 000 emplois en France ».

Pour d'autres, c'est l'ensemble des KMU (kleine und mittlere unternehmen), autrement dit les PME qui représentent 99,6 % du tissu des entreprises allemandes et occupent 79,5 % des salariés qui constituerait le Mittelstand. Peu importe au fond l'absence de définition, ce qui compte c'est la formidable efficacité de ces entreprises qu'elles soient familiales ou non. Cette efficacité repose sur l'orientation à long terme, une gouvernance à dimension éthique (art. 114 de la Loi fondamentale : « la propriété oblige »), le sens des responsabilités industrielles et collectives, le goût de la performance, l'amour du travail bien fait, la spécialisation de niche, le développement interne plutôt que la croissance externe et le respect de la parole donnée et des délais (entre 2001 et 2006, il y a eu en moyenne à peine plus de 3 jours de grève par an en Allemagne, contre trente fois plus en France alors que, par ailleurs, selon l'Institut COE-Rex code, dans son rapport intitulé : « France-Allemagne, le grand écart », les salariés français à temps plein travailleraient six semaines de moins par an que les allemands).

Là encore, pour terminer, 2 exemples :

- une toute petite entreprise bavaroise est leader mondial dans la fourniture d'oreillers aux hôtels de luxe dans le monde.
- la Société Thum+Mahr qui compte quarante trois employés principalement des ingénieurs et techniciens fournit des solutions audio ou vidéo à de grands clients publics étrangers comme la BBC mais aussi à Radio France et Radio France International

## Conclusion

En août dernier, le commerce extérieur allemand s'est encore très bien comporté (statistiques Destatis communiquées le 09-10-2012) :

- les exportations se sont élevées à 90,1 % milliards d'euros (+ 5,8 % par rapport à août 2011)
- les importations ont atteint 73,8 milliards d'euros (+ 0,4 % par rapport à août 2011).

L'excédent commercial du mois était donc de 16,3 milliards d'euros (contre 11,6 milliards en août 2011). Le déficit français s'est élevé à 5,286 milliards. La Fédération allemande des Chambres de commerce et d'industrie pense que la croissance des exportations devrait être de 4 % en 2012 en raison de la récession de la zone euro (2010 : progression de 13,7 % - 2011 : +8,2 %).

Combien de temps encore, l'économie allemande pourra-t-elle engranger de tels résultats ? Il est évident que si les économies des pays partenaires flanchent, les exportations baisseront et il y aura un impact important sur le PNB allemand (en 2009, ce dernier a reculé de 5 % du fait de la crise financière et économique mondiale et les exportations de 13,6 %). Par ailleurs, l'économie allemande a quelques handicaps importants :

- la relative faiblesse du secteur des services (elle a cependant dépassé la France à l'exportation dans ce secteur depuis 2005 pour se placer au troisième rang derrière les USA et la Grande-Bretagne),
- le manque de matières premières, les coûts des énergies (abandon total de l'énergie nucléaire) et le manque de main-d'œuvre qualifiée, notamment du fait du vieillissement de la population (la plus âgée d'Europe, la deuxième plus âgée au monde, derrière le Japon). Il y a donc des défis importants à relever pour maintenir une compétitivité acquise de haute lutte... mais qui n'est pas la meilleure au monde (par habitant, la Suisse fait largement mieux que l'Allemagne en termes d'export comme de solde commercial puisque avec seulement huit millions d'habitants, les exportations suisses pèsent autant que celles de 47 millions d'Espagnols (cf. Le Monde 04/09/2012, p.2)

Si la fierté devant les performances allemandes est compréhensible et légitime, aucun triomphalisme n'est de mise. Souhaitons que la France pourra un jour prochain être dans le même état d'esprit.